

LE FIGARO

Le Dossier de l'Enquête de la Cour de Cassation

DÉPOSITION

M. le Commandant Forzinetti

SEANCE DU 24 DÉCEMBRE 1898

Le président. — Vous étiez directeur de la prison de Cherche-Midi au moment où Dreyfus a été incarcéré, en 1894. Veuillez nous dire dans quelles conditions s'est effectuée cette incarcération et quels sont les souvenirs qu'elle vous a laissés ?

Le commandant Forzinetti. — Le 14 octobre, je recevais un pli du ministre de la guerre m'informant que le lendemain 15, un officier supérieur attaché à l'état-major général de l'armée se présenterait pour me faire une communication confidentielle.

Le 15, au matin, le colonel d'Abouville se présentait, à sept heures et demie, porteur d'un pli ; il me demanda préalablement ma parole d'honneur d'exécuter les ordres du ministre, tant verbaux qu'écrits, qu'il allait me communiquer.

Je déchetai le pli et je vis qu'il me serait conduit dans la matinée le capitaine Dreyfus comme étant accusé de haute trahison. Il demanda à visiter les locaux et désigna lui-même la chambre que devait occuper Dreyfus.

Le prisonnier ne devait avoir par-dessus lui ni papier, ni encre, ni plumes, ni instruments piquants ou tranchants. Il ne devait pas se raser ni être rasé. Il devait être au secret le plus absolu.

Il devait vivre également à l'ordinaire des condamnés ; mais, sur une observation que je fis au colonel que ce n'était pas réglementaire, parce que le capitaine n'était que prisonnier, il rapporta cet ordre, et le capitaine Dreyfus fut autorisé à faire venir sa nourriture du dehors.

Vers midi, le capitaine Dreyfus fut amené au Cherche-Midi, en voiture, accompagné du commandant Henry et d'un personnage en bourgeois qui, je crois, était M. Cochefert ou un agent de la Sureté.

Le commandant Henry me remit un pli qui était l'ordre d'écrou du capitaine Dreyfus, signé de la main même du ministre et daté du 14.

Conformément aux instructions du colonel d'Abouville qui m'avait enjoint de prendre toutes mes mesures pour que l'incarcération du capitaine Dreyfus demeurât secrète, tant à l'intérieur de la prison qu'à l'extérieur, j'avais donné des ordres pour que le nom de Dreyfus seul fût inscrit sur le registre d'écrou.

Le capitaine Dreyfus fut fouillé totalement. L'agent principal le conduisit dans la chambre qui lui avait été affectée. Vers une heure, je montai dans la chambre.

Je trouvai tout bouleversé dans cette chambre : le capitaine Dreyfus avait l'air d'un fou, les yeux sanglants ; et, à mes premières paroles, il ne répondit que par des sons rauques.

Je cherchai à le calmer, non sans peine. Je le fis asseoir, mais auparavant, je lui enjoignis de se laver la figure et de se laver le front ; l'agent principal alla même chercher du vinaigre et lui en fit respirer.

Je dis à Dreyfus de me raconter l'arrestation.

Il me dit qu'il avait été convoqué pour se présenter, le 15 au matin, dans le cabinet du général Gonse, pour une question d'inspection.

En arrivant dans le cabinet du général, qu'il croyait trouver, il ne vit que le commandant du Paty de Clam et deux autres personnes en bourgeois qui étaient, je crois, M. Cochefert et l'archiviste Grébelin.

Le commandant du Paty dit à Dreyfus : « Le général Gonse n'a pu venir et m'a chargé de le remplacer en attendant. Veuillez écrire sous ma dictée. »

Dreyfus me dit qu'il avait manifesté, à ce moment même, un mouvement d'étonnement ; il prit donc ses dispositions pour écrire sous la dictée du commandant du Paty de Clam.

Ce dernier lui dicta quelques phrases ; au bout de quelques lignes, le commandant du Paty s'écria : « Vous tremblez. Prenez garde, c'est sérieux ! »

Dreyfus répondit : « J'ai, en effet, un peu froid aux doigts. »

Il avait à peine recommencé à écrire, que le commandant du Paty lui cria : — Au nom de la loi, je vous arrête. — Mais pourquoi ? lui dit Dreyfus. — Vous êtes un traître.

M. Cochefert mit fin à la scène, et emmena Dreyfus dans une voiture où était déjà le commandant Henry, et Dreyfus fut conduit au Cherche-Midi.

Comme le colonel d'Abouville m'avait enjoint de ne pas rendre compte au gouverneur de l'arrestation du capitaine Dreyfus, je n'étais pas tranquille, et le 18 je me rendis chez le gouverneur et je lui fis connaître que j'avais un prisonnier d'Etat.

Le gouverneur me dit alors : — Si vous n'êtes pas mon ami, je vous mettrai deux mois de prison pour avoir reçu un prisonnier sans mon ordre.

Je répondis à cela que j'étais couvert par l'ordre d'écrou du ministre.

Le général Saussier, parlant de l'arrestation de Dreyfus, dit qu'il n'avait contre lui que de simples présumptions ; qu'il n'aurait jamais dû être arrêté sans preuves probantes ; qu'on aurait dû le faire surveiller par plusieurs agents secrets, et, si sa trahison avait été reconnue, qu'il fallait l'envoyer au Soudan et le faire exécuter dans la brousse, afin de ne pas amener le pays.

Il a même ajouté : « Car je connais mon pays. »

Je revins au Cherche-Midi et, le 18 au soir, le commandant du Paty se présenta à l'établissement porteur d'un ordre du ministre de la guerre m'enjoignant de le laisser librement aller près du prisonnier.

Il me demanda de lui faire ouvrir aussi doucement que possible la porte de la chambre qui renfermait Dreyfus ; il me demanda aussi si je n'avais pas des lampes à projections assez fortes, pour pouvoir surprendre Dreyfus et le « démonter ».

Je répondis que les locaux ne se prêtait pas à la chose ; que, d'autre part, si tout cela était faisable, je ne me permettrais pas à son désir, parce que je n'admettais pas qu'on pût agir ainsi.

Le commandant du Paty lui fit subir, du 18 au 30, plusieurs interrogatoires. Il le fit écrire en diverses positions, la main gantée ou non gantée, diverses phrases ; souvent il lui montrait une ligne d'écriture ou quelques mots cachant tout le reste, et lui demandait si c'était bien lui qui avait écrit ce qu'on lui montrait.

Le capitaine Dreyfus répondait toujours : « Ce n'est pas de mon écriture. » Je n'assistais pas à ces interrogatoires ou épreuves ; je ne les ai connus que par Dreyfus lui-même, qui me les disait le soir.

J'avais reçu également l'ordre d'assister à tous les repas de Dreyfus ; personne ne pouvait entrer dans sa cellule sans que je fusse là.

L'agent principal seul possédait la clef de cette cellule, et toutes les fois que je voulais voir Dreyfus et assister à ses repas, j'ai été obligé d'appeler l'agent principal pour me faire ouvrir la porte. L'agent principal (Pixary) était toujours présent.

Le 15 au 24, le capitaine Dreyfus ne prit aucun aliment solide. Pendant ces quelques jours il ne prit que du bouillon ou du vin sucré.

Pendant cette période de temps, on l'entendait, du corridor, pleurer, gémir, protestant à haute voix de son innocence ; il marchait dans sa chambre et se battait contre le mur, sans en avoir conscience, car à un moment il s'était abîmé le front.

Le 24, son état mental m'avait paru très inquiétant, j'en rendis compte directement au ministre, en faisant passer ma lettre par le canal du gouverneur, parce que le ministre m'avait rendu personnellement responsable de la personne de Dreyfus ; je voulais dégager ma responsabilité.

Je regus immédiatement l'ordre de me rendre, à trois heures, dans la journée, dans le cabinet du général de Boisdeffre. A trois heures, nous nous rendîmes, le général et moi, en traversant les cours du ministère, au cabinet du ministre.

Le ministre ne put pas recevoir aussitôt le général de Boisdeffre ; nous nous assîmes sur un canapé, dans l'antichambre. Le général de Boisdeffre me demanda : — Forzinetti, vous qui connaissez les hommes, depuis si longtemps que vous êtes à la tête d'un établissement pénitentiaire, que pensez-vous de Dreyfus ?

Je répondis : — Mon général, si vous ne me demandiez pas mon avis, je ne serais même pas venu. Je le formule. Je crois que vous faites fausse route. Dreyfus est aussi innocent que moi.

A cet instant, le ministre ouvrit la porte et appela le général de Boisdeffre, que je ne suivis pas.

Au bout de douze à quinze minutes environ, le général de Boisdeffre sortit, me paraissant de fort mauvaise humeur, et me dit : « Le ministre part ce soir pour aller assister au mariage de sa nièce ; il reviendra lundi. Tâchez de me conduire Dreyfus jusque-là ; et bien que le ministre m'ait donné carte blanche, il se débrouillera, avec son affaire Dreyfus. »

J'ai donc pensé que le général de Boisdeffre avait été opposé ou n'approuvait pas l'arrestation de Dreyfus.

Il m'ordonna également de faire visiter secrètement le capitaine Dreyfus par le médecin de l'établissement. Le lendemain matin, 25, je prévins le docteur Defos du Rau qu'il avait à visiter un malade, et je lui demandai sa parole d'honneur (comme on me l'avait demandée à moi-même) de ne parler à personne de la visite qu'il allait faire.

Je conduisis le docteur au capitaine Dreyfus et il le visita. Il ordonna de lui faire prendre des potions calmantes et d'exercer sur lui une surveillance des plus rigoureuses.

Le capitaine Dreyfus se savait accusé de trahison, mais il ne connaissait pas la nature de cette trahison.

Il protesta toujours de son innocence devant moi et dans tous les interrogatoires que lui fit subir le commandant du Paty de Clam.

Je ne me rappelle pas exactement le jour où il a été interrogé par le rapporteur du Conseil de guerre, le commandant d'Ormescheville ; mais à partir de ce moment, l'enquête fut longue et minutieuse.

Le jour où M. Demange put voir le capitaine Dreyfus, il demanda à me parler ; je le reçus dans mon salon, et M. Demange me dit :

— Voici trente-trois ans que je plaide, et c'est le deuxième innocent que je suis appelé à défendre. J'ai là, dans ma serviette, l'innocence du capitaine Dreyfus.

Je répondis à M. Demange que ma conviction était telle ; je le conduisis près du capitaine Dreyfus et le laissai avec lui. M. Demange avait remis au capitaine Dreyfus la copie du dossier qui lui avait été donnée par le greffier Valleeau.

J'ai parcouru moi-même ce dossier, qui renfermait le rapport d'enquête établi par le commandant du Paty, le rapport du commandant d'Ormescheville et enfin les dépositions des témoins.

J'avoue qu'à la lecture des deux rapports et des témoignages je fus surpris du manque de preuves de la trahison qu'on attribuait à Dreyfus.

Le rapport, en effet, ne procédait que par des suppositions et des inductions, et la déposition des témoins ne portait que sur la personnalité du capitaine Dreyfus.

Dreyfus passa au Conseil de guerre le 19 décembre. Les débats durèrent quatre jours, je crois, et le dernier jour (le 22), Dreyfus avait dit en ma présence :

— Je crois que je vais être libre et qu'aujourd'hui j'embrancherai les miens. Il n'en fut malheureusement rien. Dreyfus fut condamné.

Conduit dans la salle de l'infirmerie, après la lecture du jugement, l'agent principal, M. Ménérier, eut toutes les peines du monde à l'empêcher de se jeter la tête contre les murs.

Vers onze heures ou minuit, on le fit passer de l'hôtel du Conseil de guerre à la prison ; je l'attendais dans sa chambre ; j'avais reçu des ordres très précis du général chef d'état-major d'avoir à veiller sur Dreyfus afin qu'il ne se suicidât pas.

A ma vue il s'écria en entrant dans la chambre :

— Mon seul crime est d'être né juif. Il demanda à plusieurs reprises son revolver, parce qu'il voulait se détruire. Je le consolai de mon mieux et je restai avec lui jusqu'à trois heures du matin, heure à laquelle je me fis remplacer par l'agent principal.

Je lui avais, avant de le quitter, fait jurer qu'il ne chercherait à se détruire, parce que j'aurais dit moi-même, le premier : « Le traître s'est fait justice », et qu'enfin son innocence pouvait être reconnue tôt ou tard.

A partir de ce jour, le capitaine Dreyfus put correspondre avec sa famille ; mais toutes les lettres reçues ou expédiées devaient passer par l'intermédiaire du commissaire du gouvernement, M. le commandant Brissot.

Mme Dreyfus fut autorisée à voir son mari, mais dans les conditions réglementaires, c'est-à-dire à travers les grilles. Mme Dreyfus se trouva presque mal, et je dus la soutenir.

Elle écrivit au gouverneur de Paris pour voir son mari dans d'autres conditions.

Le général chef d'état-major m'écrivit pour me demander si cela était possible. Je répondis que certaines fois on avait accordé aux condamnés des parloirs de faveur et que, pour mon compte, je n'y voyais aucun inconvénient. (Dans ces conditions de faveur le condamné était conduit par un sous-officier dans le parloir même, avec le visiteur.)

Le général me fit connaître qu'il me laissait toute latitude à ce sujet.

La deuxième visite de Mme Dreyfus, ainsi que la troisième, eurent lieu dans mon cabinet, parce que, dans le parloir, à cette époque (mois de janvier), c'était une véritable glacière.

Dreyfus s'était pourvu en revision, et le jour du rejet du pourvoi le commandant du Paty de Clam se présenta, dans la soirée, avec un ordre du ministre, pour le laisser voir librement le capitaine Dreyfus.

Préalablement, le commandant du Paty s'était enquis de l'état d'âme du prisonnier et avait enjoint à l'agent principal de se tenir à la portée de sa voix, si besoin était, supposant peut-être que Dreyfus allait se livrer à une voie de fait quelconque.

Dans cette entrevue, le commandant du Paty s'efforça encore d'arracher un aveu à Dreyfus, soit de culpabilité complète, soit d'amorçage.

Dreyfus protesta de son innocence avec la plus grande énergie.

Le commandant du Paty lui dit en partant : « Si vous êtes véritablement innocent, vous êtes le plus grand martyr du siècle. »

C'est du moins ce que me dit le capitaine Dreyfus, lorsqu'il me remit une lettre qu'il écrivait au ministre de la guerre, dans laquelle il lui disait qu'il avait reçu la visite du commandant du Paty, qu'il avait protesté de son innocence, et que jamais il ne s'était livré à une tentative d'amorçage quelconque.

Je fis parvenir moi-même cette lettre au ministre de la guerre par la voie hiérarchique.

La veille de la dégradation nous fûmes réunis dans le cabinet du général Teyssie, chef d'état-major du gouvernement militaire de Paris, pour recevoir les instructions pour le lendemain.

Mme Dreyfus vint encore ce jour-là voir son mari ; il parlait toujours de se suicider.

Mme Dreyfus était accompagnée de sa belle-mère.

Il céda aux supplications de sa femme en disant : « Pour toi et nos enfants, je subirai le calvaire de demain. »

J'ai oublié de dire que M. Demange

s'est présenté au Cherche-Midi, le lendemain de la condamnation, et, en entrant dans la Chambre, prit Dreyfus dans ses bras et lui dit :

« Mon enfant, votre condamnation est la plus grande infamie du siècle. »

M. Demange était tout en larmes et moi-même je fus très ému.

Enfin, le 5 janvier, j'étais déchargé de la responsabilité qui m'incombait, et je remis Dreyfus entre les mains des deux gendarmes chargés de la levée d'écrou. Je serrai la main au capitaine Dreyfus, en lui disant de prendre courage, qu'il n'y avait que de la tombe que l'on ne sortait pas et que j'avais l'intime conviction que son innocence serait reconnue un jour.

Le président. — Y a-t-il des incidents postérieurs relatifs à Dreyfus qui soient parvenus à votre connaissance, et spécialement avez-vous entendu parler d'aveux que Dreyfus aurait faits au cours de sa dégradation ?

Le commandant Forzinetti. — Dans le courant de l'été 1897, je me suis trouvé avec M. le capitaine Lebrun-Renaud.

Je l'accostai en me présentant à lui, parce qu'il ne me remettait pas, puisque nous ne nous étions vus, ni l'un ni l'autre, depuis le jour où il était venu au Cherche-Midi comme chargé de l'escorte qui devait veiller à la voiture cellulaire où était renfermé Dreyfus.

Je dis au capitaine Lebrun-Renaud : — Est-il vrai que le capitaine Dreyfus vous ait fait des aveux, alors qu'il n'a cessé de protester très énergiquement de son innocence pendant son séjour au Cherche-Midi, qu'il n'a cessé aussi de protester devant le commandant du Paty, et qu'enfin il a crié son innocence à tous les vents le jour de sa dégradation ?

Le capitaine me répondit très catégoriquement et sans hésitation : — Jamais le capitaine Dreyfus ne m'a fait aucun aveu. J'ai été même très ennuagé, car j'ai été appelé à la présidence de la République et au ministère de la guerre, où j'ai répondu, comme à vous, que Dreyfus ne m'avait fait aucun aveu.

Le capitaine Lebrun-Renaud me dit encore : — Je ne suis pas chargé de vous voir pour avoir certains renseignements sur une jeune personne, qu'il me nomma et qui est la fille d'un officier supérieur. Il me demanda où elle avait été élevée, si elle avait de la fortune et quel était son âge. Comme j'avais été très lié autrefois avec son père, qui était en Algérie, que je connaissais cette personne particulièrement, l'ayant connue enfant, je lui en fis l'éloge et je lui demandai pourquoi tous ces renseignements.

Il me dit qu'il avait l'intention de se marier.

Si je parle de ce fait, c'est pour vous démontrer l'intimité de notre conversation, parce que quelques jours avant le procès Zola, le capitaine Lebrun-Renaud fit démentir par M. Chaubin-Servinière, dans le Temps, qu'il ne m'eût jamais rien dit de Dreyfus.

Le soir même de la conversation que j'eus avec le capitaine Lebrun-Renaud, je fus invité à dîner par deux de mes amis, MM. de Kératry et de Pont-Jest. Je leur dis :

— La légende des aveux est détruite, puisque Lebrun-Renaud m'a affirmé que Dreyfus ne lui avait fait aucun aveu.

Ils me répondirent : « Vous n'êtes pas le seul à qui il ait dit. »

Cité comme témoin au procès Zola, je fus appelé à la barre le 10 février. M. Labori demanda au président de me poser la question suivante : « Est-il à la connaissance du commandant Forzinetti que jamais Dreyfus ait fait des aveux quelconques ? »

Le président ne voulut pas poser la question.

Je me repensais de ne pas avoir répondu : « Jamais ! » au moment de la question posée par M. Labori. M. Labori répondit alors au président : « Dans ces conditions, je renonce à l'audition des autres témoins. »

Parmi ces autres témoins se trouvait le capitaine Lebrun-Renaud.

Pendant une suspension d'audience, j'avais le capitaine Lebrun-Renaud et je lui dis : « Un journal prétend qu'un député dont je ne me rappelle pas le nom a affirmé que vous ne m'aviez rien dit au sujet de Dreyfus. Or, vous savez que, sur une question précise de ma part, vous m'avez répondu, il y a environ six mois, que jamais Dreyfus ne vous avait fait aucun aveu. Si le langage qu'on vous prête est exact, vous êtes un infâme menteur. »

Les personnes qui étaient là s'interposèrent. Le général Gonse lui-même me calma en me disant : « Je comprends qu'on ait les nerfs surexcités en ce moment. Calmez-vous, commandant ! » Je m'excusai, près du général, de m'être laissé emporter ainsi, et le général Gonse me serra la main.

Je m'attendais à l'envoi des témoins de la part du capitaine Lebrun-Renaud, car outre les démentis que je lui avais donnés, je l'avais saisi par le bras pour l'empêcher d'entrer dans les cabinets où il voulait m'entraîner.

J'avais pris mes précautions moi-même, en allant trouver deux de mes amis pour les mettre en rapport avec les témoins du capitaine Lebrun-Renaud. Je ne vis personne et, à l'heure actuelle encore, je ne comprends pas que cet officier ne m'ait pas demandé satisfaction.

Le président. — La déclaration du capitaine Lebrun-Renaud que « jamais

Dreyfus ne lui avait fait aucun aveu » ne s'expliquerait-elle pas par la défense que lui avait faite le colonel Rishourg de parler à qui ce soit des aveux recueillis ?

Le commandant Forzinetti. — Quand je lui ai posé la question, le capitaine Lebrun-Renaud m'a répondu alors qu'il ne pouvait pas répondre, parce qu'il en avait reçu la défense.

J'ai été très lié avec le capitaine d'Attel, que j'ai connu comme tel, alors qu'il était attaché à l'état-major du 19^e corps d'armée, à Alger.

Je me trouvais moi-même commandant le pénitencier d'Alger. Le capitaine d'Attel venait souvent en visite chez moi, et j'ai eu le plaisir de l'avoir souvent à ma table.

Nous nous sommes revus à Paris, avant et après la condamnation de Dreyfus. Je le rencontrai presque tous les dimanches à Saint-Denis, où il était en garnison et où je me rendais pour aller voir ma fille à la Légion d'honneur.

Nous avons souvent causé ensemble de l'affaire Dreyfus et j'affirme que d'Attel ne m'a jamais dit qu'il avait reçu des aveux, ce qu'il aurait certainement fait pour me désabuser, puisque je lui disais toujours l'innocence de Dreyfus.

J'estime que d'Attel — qui était un officier remarquablement intelligent, sortant de l'Ecole de guerre, d'un caractère froid, réfléchi — ne se serait pas borné, certainement, à raconter verbalement qu'il avait reçu des aveux, et aurait certainement fait un rapport en conséquence.

Je terminerai ma déposition en disant qu'en mon âme et conscience j'ai la certitude que Dreyfus est innocent, qu'il est une victime de manœuvres criminelles, et que son seul crime, pour moi, est, comme il l'a fort bien dit, d'être né juif, et surtout d'avoir été trouvé innocent.

Le président. — Comment expliquez-vous que le capitaine d'Attel ait fait à d'autres témoins la déclaration que Dreyfus avait fait des aveux en sa présence ?

Le commandant Forzinetti. — Je ne me l'explique pas. Mais je constate que le commandant d'Attel, avec qui j'avais des rapports, ne m'a jamais dit, lorsque je lui parlais de l'innocence de Dreyfus : « Mais, mon cher ami, il m'a fait des aveux ! » ou « J'ai entendu qu'il a fait des aveux. » Il m'avait pourtant déclaré qu'il avait assisté à la dégradation de Dreyfus.

Demande par un conseiller. — Vous venez de nous dire que vous aviez la certitude de l'innocence de Dreyfus. Sur quoi fondez-vous cette certitude ?

Le commandant Forzinetti. — Je la fonde sur l'attitude qu'il a eue au Cherche-Midi. Avant cela, pour ainsi dire, de son internement tout le temps, j'ai connu ses souffrances, vu ses pleurs, entendu ses protestations ; et enfin, le dossier que j'ai vu ne m'a pas paru assez probant pour entraîner une condamnation.

Demande posée par un conseiller. — Vous venez de nous dire que le seul crime de Dreyfus était d'avoir été trouvé innocent. Que voulez-vous dire par là ?

Le commandant Forzinetti. — J'ai voulu dire par là que, comme il n'y avait pas de preuves suffisantes dans son dossier, on en a fabriqué depuis sa condamnation.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : Commandant FORZINETTI.

SEANCE DU 24 DÉCEMBRE 1898

M. Durlin. — Dreyfus fut amené au Dépôt le 5 janvier 1895, à neuf heures et demie. Au greffe, en remettant l'ordre d'écrou au greffier, je fis cette réflexion qu'il était triste d'écrouer un officier français pour un motif semblable.

Dreyfus me fit cette réponse : — Je comprends votre indignation, monsieur le directeur, mais je suis innocent.

J'ai quitté le greffe à ce moment, et je suis allé m'assurer si l'escalier qui conduit à l'anthropométrie était libre.

Je suis revenu prendre Dreyfus ensuite. Je l'ai accompagné avec des gardes républicains que m'avait envoyés M. Berthillon. Il a passé à la mensuration, à la photographie, il a été muet tout le temps.

Je repris Dreyfus, escorté par les gardes de Paris, et je l'ai amené à la « souricière » en traversant le Dépôt et les passages souterrains du Palais.

En arrivant à l'escalier qui précède la montée de la « souricière », je me suis efforcé pour laisser monter l'escorte ; mais là, Dreyfus, croyant probablement que je parlais, m'a dit :

— Vous verrez plus tard, dans quelques ans (je ne puis pas dire s'il a prononcé deux ou trois ans) qu'on reconnaîtra que je ne suis pas coupable.

J'ai continué à monter l'escalier de la « souricière », et je l'ai remis entre les mains de M. Rocher, chef du bureau des prisons.

Le président. — Ce n'est donc pas M. Rocher qui a accompagné Dreyfus au travers du souterrain ?

M. Durlin. — Non. C'était moi. M. Rocher nous attendait dans la « souricière » même. L'escalier intérieur précède la « souricière ».

Le président. — La Cour a entendu tout à l'heure l'un des gardes qui ont accompagné Dreyfus ; et celui-ci a déclaré avoir entendu Dreyfus, au moment précisément de monter l'escalier de la « souricière » tenir le propos suivant :

— Pour être coupable, je suis coupable ; mais je ne suis pas seul.

Sur quoi, le chef du bureau des prisons, M. Rocher, qui avait avec lui traversé le souterrain, à la droite de Dreyfus, lui aurait fait cette observation : — Mais pourquoi ne donnez-vous les noms de ceux que vous connaissez ?

L'ex-capitaine aurait répondu :

— Avant deux ou trois ans, on les connaît.

Voudriez-vous vous expliquer sur cette contradiction ?

M. Durlin. — Ainsi que je vous l'ai dit, le chef du bureau des prisons, Rocher, n'était pas dans le souterrain avec nous. Le garde doit se tromper quant à la position qu'il occupait. J'étais, moi, à la gauche de Dreyfus, un brigadier à sa droite ; et d'autres gardes (2 ou 3), dont celui qui devait conduire Dreyfus à la Santé, par derrière.

Il n'a pas été tenu d'autres propos, que celui que je vous ai rapporté.

Si Dreyfus avait fait un aveu de culpabilité, je l'aurais immédiatement rapporté à mes chefs.

Dreyfus a ajouté :

— J'ai confiance en Dieu.

A quoi j'ai répondu :

— C'est beaucoup sans doute, mais ce n'est pas suffisant.

Le président. — La Cour a entendu tout à l'heure l'un des gardes qui ont accompagné Dreyfus ; et celui-ci a déclaré avoir entendu Dreyfus, au moment précisément de monter l'escalier de la « souricière » tenir le propos suivant :

— Pour être coupable, je suis coupable ; mais je ne suis pas seul.

Sur quoi, le chef du bureau des prisons, M. Roch

était avec moi, et que j'ai appris que c'était M. Rocher.

Le président. — A quel endroit avez-vous pris Dreyfus ?

Le brigadier Depert. — A la porte de la comptabilité, dans le Dépôt.

Le président. — A ce moment, avec qui étiez-vous ?

Le brigadier Depert. — J'étais avec le gardien chargé des transfèrements. Nous avons attendu tous deux un moment que Dreyfus soit descendu de l'identification. Il est resté à la comptabilité, et en est sorti accompagné d'un civil, et un civil m'a accompagné jusqu'à la Santé.

Le président. — Comment et dans quelles conditions, au moment de votre rapport du 13 novembre dernier, avez-vous connu le nom de M. Rocher ?

Le brigadier Depert. — C'est un agent du service des transfèrements, auquel j'ai demandé le nom de la personne qui était avec moi lors du transfèrement de Dreyfus, qui m'a donné ce nom. Mais cet agent lui-même ne nous accompagnait pas lors du transfèrement.

Le président, à M. Durlin. — Est-ce que M. Rocher s'occupait ou présidait à des opérations de transfèrement ?

M. Durlin. — Non. Comme moi, il n'agissait qu'exceptionnellement ce jour-là.

Le président, au brigadier Depert. — Pouvez-vous nous donner le nom de l'agent qui vous a renseigné sur M. Rocher ?

Le brigadier Depert. — Je ne l'ai pas présent à la mémoire en ce moment.

Lecture faite, après dictée, les témoins ont déclaré persister dans leur déposition et ont signé avec nous.

Signé : DURLIN, Brigadier DEPERT.

Déposition de M. Hérissou dit CLISSON

SEANCE DU 9 JANVIER 1890

Le président. — Vous devez avoir rencontré dans un établissement public le capitaine Lebrun-Renaud le soir du jour de la dégradation de Dreyfus. Voulez-vous nous dire quels souvenirs vous avez gardés de cette entrevue, et quel a été le langage du capitaine Lebrun-Renaud en ce qui touche les aveux de Dreyfus ?

M. Clisson. — J'ai en effet rencontré le capitaine Lebrun-Renaud, que je ne connaissais pas, le soir de la dégradation de Dreyfus ; c'était au Moulin-Rouge où je me trouvais avec deux de mes camarades, MM. de Fonbrune (un de mes anciens confrères) et Henri Dumont (artiste peintre).

La capitaine Lebrun-Renaud, qui me parut assez excité, après avoir serré la main de M. de Fonbrune, nous dit sans être poussé par aucune question :

« C'est moi qui ai conduit ce matin Dreyfus de la prison du Cherche-Midi à l'Ecole militaire. »

Puis, sans être pressé, je le répète, par aucune question, il nous fit le récit très circonstancié de la scène qui s'était passée à la prison du Cherche-Midi, et de la conversation qu'il avait eue avec Dreyfus à l'Ecole militaire, attendant l'heure de la parade d'exécution.

Ce récit m'a paru intéressant à moi, journaliste, bien que je ne connusse aucun des faits relatifs à l'affaire Dreyfus, ce procès s'étant déroulé durant une longue absence que j'ai faite en 1894.

Les détails que nous avait fournis M. Lebrun-Renaud dans son récit ont été fixés immédiatement sur le papier, dans un article qui a paru dans le *Figaro* du 6 janvier 1895 ; je ne puis qu'affirmer l'exactitude la plus absolue et la sincérité la plus complète de cet article.

Je n'ai pas pu me procurer le numéro du *Figaro* dans lequel il se trouve ; mais il a été reproduit le 15 janvier 1898 dans un numéro du journal *L'Aurore* que je tiens à votre disposition.

SEANCE DU 10 JANVIER 1890

M. Clisson. — Ainsi que je vous l'ai déclaré hier, je vous apporte le numéro de *L'Aurore* dans lequel se trouve reproduit l'article qui a été inséré dans le *Figaro* à la date du 6 janvier 1895.

Le président. — Je vous donne connaissance intégrale de l'article ; le reconnaissez-vous comme étant de vous et en confirmez-vous les termes ?

M. Clisson. — Je confirme de la façon la plus absolue les termes de l'article que j'ai écrit le soir de la dégradation de Dreyfus, le 5 janvier 1895, après une entrevue avec le capitaine Lebrun-Renaud, et dont lecture vient d'être donnée.

J'affirme de nouveau qu'aucun détail, même en apparence le plus insignifiant, n'est de mon invention ; je les ai tous recueillis de la bouche du capitaine Lebrun-Renaud.

J'affirme que c'est là tout ce que le capitaine Lebrun-Renaud a dit devant moi.

Le président. — N'aurait-il pas parlé que Dreyfus aurait fait avant d'être conduit à la dégradation, ou du moins n'aurait-il pas fait une allusion quelconque à des déclarations de Dreyfus pouvant être considérées comme des aveux ?

M. Clisson. — Jamais le capitaine Lebrun-Renaud, au cours de la conversation unique que j'ai eue avec lui, ne m'a parlé d'aveux ou de déclarations quelconques pouvant être interprétées comme des aveux qu'il aurait reçus de Dreyfus.

Le président. — N'avez-vous pas entendu quelques-unes des expressions que le capitaine Lebrun-Renaud a mises dans la bouche de Dreyfus et qu'il a souvent reproduites depuis ?

« Je suis innocent, le ministre sait que je suis innocent ; il me l'a fait dire par du Paty de Clam, il sait que si j'ai livré des pièces, elles étaient sans importance, et que c'était pour en avoir de plus sérieuses en échange ? »

M. Clisson. — Si le capitaine Lebrun-Renaud, dans notre conversation au Moulin-Rouge, m'avait tenu les propos relatés dans la demande, je les aurais reproduits aussi fidèlement que je l'ai fait pour tout ce qu'il a raconté devant moi.

Le président. — A quelle heure, à peu près, se place l'entrevue au Moulin-Rouge, dont vous venez de nous parler ?

M. Clisson. — Je me suis rencontré avec le capitaine Lebrun-Renaud vers dix heures et demie du soir ; le récit qu'il

nous a faits à mes camarades et à moi peut avoir duré environ une demi-heure.

Avant minuit, j'étais au *Figaro*, et c'est sur la demande de M. de Rodays que j'ai rédigé cet article, que je n'avais pas l'intention d'écrire moi-même ; je voulais simplement communiquer ce renseignement à celui de mes confrères du *Figaro*, chargé du compte rendu de la dégradation de Dreyfus.

Je puis ajouter que l'exercice auquel je soumettais ma mémoire depuis plus de quinze ans me permet de fixer avec précision mes souvenirs, même lorsqu'un temps assez long s'est écoulé.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : HÉRISSEAU-CLISSON.

Déposition de Mme V^e Chapelon

SEANCE DU 17 JANVIER 1890

Le président. — La défense vous désigne comme pouvant donner à la Cour des renseignements sur les aveux que le capitaine Dreyfus aurait faits au capitaine Lebrun-Renaud, le jour de sa dégradation.

Que savez-vous à cet égard ?
Mme Veuve Chapelon. — Le capitaine Lebrun-Renaud était très lié avec mon mari ; nos relations remontaient à l'époque où il était capitaine de gendarmerie à Melun ; il venait alors très souvent nous voir à Paris.

Après la dégradation de Dreyfus, il est venu chez moi vers le mois de mai ; nous avons commencé à parler de l'affaire Dreyfus ; il s'est immédiatement écrié : « Ne m'en parlez pas ; cette affaire m'a causé beaucoup d'ennuis. »

Je lui dis alors :

« Les journaux en ont beaucoup parlé ; vous auriez eu un long dialogue avec lui. »

Il me répondit :

« Ah ! tout ce que les journaux ont raconté, c'est de la fantaisie ! Dreyfus ne m'a rien dit. Du reste, j'ai fait mon rapport. »

Il n'a pas été question d'aveux du tout, et j'incline à penser que s'il y en avait eu il nous l'aurait dit. Il ne nous a pas fait l'effet d'un homme qui ne veut pas ou ne peut pas parler. S'il y avait eu des aveux, il nous l'aurait dit.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : Veuve CHAPELON.

Déposition de M. Griset

SEANCE DU 19 DÉCEMBRE 1890

Le président. — Vous devez avoir connaissance d'incidents qui seraient relatifs à la parade de dégradation de Dreyfus. Voulez-vous dire à la Cour ce que vous savez ?

M. Griset. — Le 6 janvier 1895, le lendemain de la parade d'exécution, le capitaine Bourguignon nous a raconté que Dreyfus avait produit sur lui un déplorable effet par son attitude hautaine, et qu'avant de passer devant les troupes, il lui avait déclaré avec une grande véhémence : « Vous savez, capitaine, que je suis innocent, et je vais le déclarer à haute voix. »

Le capitaine Bourguignon, effrayé, est allé prévenir le général Darra, qui lui aurait répondu :

« Je ne puis pourtant pas, comme Santerre, couvrir sa voix sous un roulement de tambour. »

Je dois déclarer qu'à mon avis c'est bien le sens de la réponse du général Darra, mais je ne puis affirmer qu'il ait prononcé ces paroles.

Il est possible que le capitaine Bourguignon ait brodé sur les paroles du général Darra.

Du reste, la conversation a eu lieu devant trois personnes, et elle a encore été répétée, cette année, à l'une de ces trois personnes par cet officier.

Je dois ajouter que je connais beaucoup le colonel Picquart qui est un des intimes de ma famille. Au moment du procès Dreyfus, il a été d'une discrétion extraordinaire vis-à-vis de nous, et ne nous en a jamais parlé, et c'est par le capitaine Bourguignon que nous en avons eu les premières nouvelles.

Plus tard, le 5 mars 1898, le jour même de son duel avec Henry, le colonel Picquart est venu dîner avec nous le soir, et nous avons cru devoir le retenir ; il est resté chez nous jusqu'au 20 mai, et pendant tout ce temps il n'a pas quitté Paris.

Il a été souffrant à la chambre du 27 mars au 7 avril, et c'est précisément à cette date que certains journaux ont placé son prétendu voyage à Carlsruhe et ses entrevues avec un agent étranger (entrevues dont même on aurait produit des photographies).

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : GRISSET.

Déposition de M. Mezzbach

SEANCE DU 19 DÉCEMBRE 1890

Le président. — Vous avez assisté à la dégradation militaire de Dreyfus, le 5 janvier 1895.

Quels sont les souvenirs que cette cérémonie vous a laissés ?

M. Mezzbach. — J'étais de service, comme sergent de planton, à la grille du quartier de l'Ecole Militaire, sous les ordres d'officiers supérieurs, pour contrôler les cartes des personnes qui entraient.

J'avais été chargé, par un de ces officiers, de porter un ordre au capitaine Bourguignon, et suis rentré au bureau de la Place à cet effet.

J'ai trouvé le capitaine Lebrun-Renaud au milieu de la porte et le capitaine Dreyfus dans la petite chambre du sergent de la place. J'ai dit au capitaine Lebrun-Renaud que j'avais quelque chose à dire au capitaine Bourguignon ; il m'a répondu que le capitaine Bourguignon venait de sortir.

Au bout de quelques instants que je me trouvais là, et pendant lesquels j'entendais le capitaine Dreyfus jurant plu-

sieurs fois et protestant de son innocence avec véhémence et beaucoup d'énergie, le capitaine Lebrun-Renaud m'a prié de sortir, en me disant que je ne pouvais pas rester là plus longtemps.

J'ai donc quitté le bureau de la Place au pas gymnastique, pour rendre compte à mes chefs que je n'avais pas vu le capitaine Bourguignon ; et je n'étais pas encore arrivé à mon poste que la parade d'exécution commençait, c'est-à-dire que le capitaine Dreyfus sortait du bureau de la Place.

Je tiens donc à affirmer qu'il est matériellement impossible que le capitaine Dreyfus ait pu faire ou dire quoi que ce soit, après que j'eus quitté le bureau de la Place, attendu qu'il n'en avait pas le temps, et que je ne puis pas croire qu'il ait fait des aveux avant, à cause du ton avec lequel il protestait de son innocence.

Je dois ajouter que, lorsque j'ai reçu ma citation à témoin dans le procès Zola, j'ai demandé un entretien au ministre de la guerre ; quoique rendu à la vie civile, je me suis rendu au ministère de la guerre, où le général Goussier m'a reçu.

Après la déposition que je lui ai faite, dans le même sens où je viens de déposer devant vous, le général Goussier m'a dit :

« Vous pouvez déposer dans ce sens. Cela m'a beaucoup étonné, car je n'allais pas le consulter sur la déposition que j'avais à faire, mais simplement lui rendre compte de cette déposition. »

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : MEZZBACH.

Déposition de M. l'abbé Valadier

SEANCE DU 20 DÉCEMBRE 1890

Je n'ai reçu aucune explication du capitaine Lebrun-Renaud sur ce point (les aveux).

Il a dîné chez moi, au mois de février dernier, avec quelques amis. Je me souviens que, vers la fin du dîner, le nom de Dreyfus a été prononcé dans la conversation, mais le capitaine a été subitement mandé par son ordonnance et il n'a pu rien dire. Quant aux aveux de Dreyfus, il n'en a été aucune question.

J'avais, du reste, fait à mes convives la recommandation de ne pas parler de cette affaire.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : Abbé VALADIER.

Déposition du brigadier Depert

SEANCE DU 24 DÉCEMBRE 1890

Le président. — Dans quelles conditions avez-vous accompagné Dreyfus, le 5 janvier 1895, lorsqu'il s'est agi de le transmettre aux mains de l'autorité civile chargée de le recevoir ?

Le brigadier Depert. — Le 5 janvier 1895, j'ai été commandé de service pour les transfèrements à la prison du Dépôt. Après avoir fait, avec ma voiture, plusieurs transfèrements dans les prisons de Paris, j'ai été chargé d'attendre avec cette voiture l'ex-capitaine Dreyfus à la prison du Dépôt, pour le transférer à la prison de la Santé.

Il est arrivé vers onze heures et a été conduit au greffe du Dépôt. Le chef du bureau des prisons en a pris possession et a signé pour la livraison des bagages, et nous l'avons conduit à la « souricière », en passant par les souterrains. Là, le chef du bureau des prisons était à sa droite (c'était M. Rocher, décédé depuis) et moi à sa gauche.

Pendant le trajet, la conversation s'est engagée entre eux deux, et, arrivé au bas de l'escalier qui donne accès dans la « souricière », j'ai entendu les paroles suivantes adressées à M. Rocher, chef du bureau des prisons, par l'ex-capitaine Dreyfus :

« Pour être coupable, je suis coupable ; mais je ne suis pas seul. Le chef du bureau des prisons lui a alors répondu : « Mais pourquoi ne donnez-vous pas les noms de ceux que vous connaissez ? » L'ex-capitaine Dreyfus a répondu alors :

« Avant deux ou trois ans, on les connaîtra. »

Environ une minute après, l'ex-capitaine est monté en voiture et a été conduit à la prison de la Santé. La conversation a continué entre M. Rocher et l'ex-capitaine ; mais, en raison du bruit occasionné par la voiture je n'ai pu saisir d'autres paroles. L'agent Anthé nous accompagnait et se trouvait lui-même dans la voiture pendant le trajet ; j'ignore s'il a pu entendre, en raison de son éloignement.

Le président. — Est-ce bien la même personne qui a accompagné Dreyfus dans le souterrain et qui, ensuite, l'a conduit dans la voiture jusqu'à la Santé, c'est-à-dire M. Rocher, chef du bureau des prisons ?

Le brigadier Depert. — Oui. C'est également M. Rocher qui a signé l'acte d'écrou à la Santé.

Le président. — A quelle époque avez-vous fait connaître pour la première fois, officiellement, le propos que vous venez de rapporter ?

Le brigadier Depert. — C'est le 7 novembre dernier. J'en avais parlé antérieurement à plusieurs personnes. Ce jour, 7 novembre, j'étais de service aux abattoirs et nous parlions entre camarades de ce que j'avais entendu lorsque notre adjudant entra, par hasard. Il entendit mes paroles et me recommanda, m'ordonna même, d'en faire part à mes chefs.

Le président. — Pourriez-vous nous indiquer les noms de quelques-uns de vos camarades auxquels vous auriez rapporté le propos tenu par Dreyfus à une époque voisine du 5 janvier 1895, et, dans tous les cas, plus ancienne que le 7 novembre 1898 ?

Le brigadier Depert. — Je ne pourrais donner que le nom du brigadier Quin (de la 10^e compagnie) qui, à ce moment, était mon camarade de lit.

Le garde Antonini, actuellement en retraite proportionnelle en Corse, qui était mon chef de poste ce jour-là et qui demeure actuellement en Corse, à Sarratolo-Coropino, peut se rappeler certaines paroles que j'ai prononcées.

Plus tard, j'en ai parlé au brigadier Le Pahum (de la 7^e compagnie), lequel

m'a répété, depuis, les paroles que j'ai rapportées.

Le président. — Quand vous avez fait connaître officiellement les propos tenus devant vous par Dreyfus, ne vous a-t-on pas demandé les noms de ceux de vos camarades devant qui vous auriez rapporté ces propos ?

Le brigadier Depert. — J'ai fait connaître les noms d'Antonini et de Quin. En ce qui concerne ce dernier, mes chefs m'ont renvoyé à lui pour savoir s'il se rappelait quelque chose au sujet de l'affaire me concernant, mais il m'a répondu l'avoir complètement oublié.

En ce qui concerne Antonini, je ne sais pas ce qui a été fait.

Le président. — A quelle époque en avez-vous parlé à Le Pahum ?

Le brigadier Depert. — Au mois de mai dernier. J'ai également donné son nom ; je ne sais pas ce qui a été fait, mais Le Pahum m'a dit, depuis, s'en souvenir.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : DEPERT.

Déposition de M. Hepp

SEANCE DU 31 DÉCEMBRE 1890

Le président. — Avez-vous connaissance d'un incident qui se serait produit récemment, à l'occasion des aveux prêtés à Dreyfus par le capitaine Lebrun-Renaud ?

M. Hepp. — Oui. Je disais, le 9 février dernier, chez M. l'abbé Valadier, aumônier de l'hôpital Cochin, en compagnie de quelques-uns de mes collègues de cet hôpital, et de quelques ecclésiastiques. Nous attendions au salon l'heure du dîner, lorsqu'on annonça le capitaine Lebrun-Renaud.

Notre curiosité fut éveillée, et nous entourâmes tous le capitaine, le pressant de compte de la portée de cette déclaration. Le capitaine répondit sur un ton à moitié évasif et à moitié ironique : « Ah ! cette canaille de Dreyfus qui n'a jamais cessé de hurler son innocence ! »

Puis multime complet.

Vers la fin du dîner, le capitaine fut mandé dans l'antichambre et revint en disant :

« C'est encore cette canaille de Dreyfus qui me force à vous quitter ce soir. » Il paraît que nous devons déposer demain au procès Zola, et le général commandant la place de Paris vient d'envoyer un officier d'ordonnance me chercher de sa part ; il désire s'entretenir avec moi au sujet de ma déposition. »

Le capitaine Lebrun-Renaud parti, nous interrogâmes l'abbé Valadier qui nous répondit en souriant :

« Je ne sais rien au sujet des aveux. Vingt fois pourtant je me suis fait raconter par le capitaine Lebrun-Renaud la scène de la dégradation. »

Il ne m'a jamais rien dit à ce sujet. Ces paroles ont-elles été prononcées, je n'en sais rien ; mais, avec la forme conditionnelle qu'on leur donne, et entre deux protestations d'innocence, je ne leur attache, pour ma part, aucune importance. »

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : HEPP.

Déposition de M. Fleur

colonel en retraite

SEANCE DU 1^{er} FÉVRIER 1890

Le président. — Vous avez demandé, par lettre du 28 janvier dernier, adressée à M. le premier président de la Cour de cassation, à être entendu par la Chambre criminelle de la Cour de cassation pour faire connaître des faits importants à l'occasion d'une déposition faite par le colonel Cordier ?

Le colonel Fleur. — Ce sont plutôt des propos que des faits. Bien que je ne connaisse pas la déposition du colonel Cordier, plusieurs personnes m'ont dit qu'il avait fait une déposition favorable à Dreyfus.

Je commandais le 41^e régiment à Rennes lorsque, fin de janvier 1896, le lieutenant-colonel Cordier, venant du service des renseignements du ministère de la guerre où il était sous-chef du service, vint à mon régiment ; à notre première entrevue dans mon bureau, après les compliments de bienvenue, je lui demandai comment, au ministère de la guerre, on avait pu à la fois renvoyer le chef et le sous-chef de ce service important, et il me répondit cette phrase textuelle :

« C'est le commencement de la revanche des juifs ! »

Sur ma réplique : « Comment ça ? » il me répondit qu'ayant coopéré à la découverte de la trahison de Dreyfus, les juifs l'avaient pris à partie, ainsi que le colonel Sandherr, et étaient arrivés par leurs agissements à influencer les généraux de Boisdeffre et de Gonse, à obtenir leur renvoi du service de renseignements.

Je lui demandai des renseignements sur sa coopération, et il me dit qu'il pouvait me dire comment lui et le colonel Sandherr avaient été mis sur la piste de Dreyfus ; il me raconta alors la façon dont le colonel Sandherr et lui avaient appris par leurs agents que des documents étaient partis d'un certain bureau de l'état-major général à des moments différents ; puis la sortie de documents et de renseignements cesse pour ce bureau et reprend pour un autre ; cette sortie cesse pour ce dernier bureau et la même chose se reproduit à un troisième.

Le colonel Sandherr et lui arrivèrent, après discussion, à la conclusion que ce ne pouvait être que le fait d'un officier stagiaire à l'état-major général ; ils demandèrent alors, sans faire connaître le motif de la demande, quel était l'officier stagiaire qui avait passé telle et telle époque dans les bureaux où les faits s'étaient manifestés ; on leur donna le nom de Dreyfus, en ajoutant qu'il n'y avait que lui qui avait passé au moment indiqué dans les bureaux en question. Le colonel Cordier ajouta qu'il ne pouvait pas m'en dire davantage ; à raison de son secret professionnel.

Depuis le jour de son arrivée jusqu'à son départ, c'est-à-dire pendant huit mois, jamais soit à moi, soit à d'autres officiers de mon régiment, il n'a cessé d'affirmer la culpabilité de Dreyfus.

J'ai pris ma retraite au mois de décembre 1897 ; le 23 août 1898, ayant besoin de certains livres qui m'étaient nécessaires pour des travaux sur les campagnes modernes, je me rendis chez le lieutenant-colonel Cordier, avenue Bosquet, 68, pour le prier de me les livrer à moi ; les livres existaient à la bibliothèque du Cercle des officiers de Paris ; naturellement nous parlâmes de l'affaire Dreyfus ; quelle ne fut pas ma stupeur en entendant M. Cordier exprimer des sentiments absolument autres que ceux qu'il avait manifestés antérieurement.

Il continuait vis-à-vis du général de Boisdeffre et du général Goussier ses vives récriminations ; il tenait Picquart pour un très honnête homme et disait qu'il y avait un faux de commis à l'état-major général, que mon camarade le général Goussier serait compris dans cette affaire de faux ; il me dit alors beaucoup de mal du colonel Henry, c'était la première fois qu'il me parlait de cet officier.

J'insistai sur ses affirmations antérieures, sur la culpabilité de Dreyfus ; il me répondit alors d'une façon très embarrassée : Je ne dis pas non, je ne dis pas le contraire, tout concourt à prouver que Dreyfus est coupable, mais il y en a encore un deuxième, et peut-être même un troisième. En sortant de là, je me décidai à rompre toutes relations avec lui.

Je me rappelai alors cette phrase qu'il m'avait dite dans les premiers jours de son arrivée au régiment :

« S'ils ne me remplacent pas, je leur taillerai des croupières ! »

Cette phrase était prononcée au milieu de récriminations contre le général de Boisdeffre et le général Goussier. Ces temps-ci, et à l'occasion de l'attitude qu'on lui prêtait dans les journaux, je me suis rendu compte de la gravité d'un autre propos tenu par lui peu de temps avant son départ du régiment.

Comme je lui demandais à ce moment-là ce qu'il allait faire une fois en non-activité, il me répondit de propos très déliés :

« Moi, je passerai à la maison d'en face. »

J'avais déjà cherché à me rendre compte de la portée de cette déclaration ; j'avais compris qu'il mettrait sa grande expérience au service du ministère des affaires étrangères. Actuellement, je suis convaincu que la maison d'en face dont il parlait n'était autre que la maison Dreyfus et C^e.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Déposition de M. Fournier

SEANCE DU 10 JANVIER 1890

Le président. — Voulez-vous dire à la Cour ce que vous savez de l'affaire Dreyfus et tout particulièrement sur la condamnation ?

M. Fournier. — Je crois utile d'indiquer quelle est ma situation : chargé d'un cours de comptabilité à l'Ecole pénitentiaire supérieure, j'ai été à même de voir fréquemment, pour des détails, M. Pons, directeur de la Conciergerie, où se fait ce cours, et M. Durlin, directeur du Dépôt où se trouve le téléphone qui le relie à toutes les prisons de la Seine, et les indications que je vais avoir l'honneur de fournir à la Cour, je les ai eues de conversations toutes particulières et nullement dans l'exercice de mes fonctions.

M. Durlin m'a déclaré en février dernier, et plusieurs fois depuis, que Dreyfus lui aurait attesté son innocence dans les conditions suivantes :

M. Durlin, s'adressant à Dreyfus, lui avait dit :

Quelle explication peut-on donner à ces coïncidences? Faut-il imaginer l'hypothèse d'un troisième danger, celui, par exemple, de la saisie à domicile dans des

LE BORDEREAU DE 1894

circumstances telles que l'allégation d'une conjonction de personnes ayant accès au ministère de la guerre ne pourrait être mise en avant, au moment même de la livraison des pièces; ne faut-il voir dans cette lettre, remise par Mme Dreyfus, et que nous savons écrite sur gabarit, une façon d'engager son frère à prendre sa défense ou à se substituer à lui, grâce à l'analogie de l'écriture, ou à se donner comme complice, et, par suite, échapper à la juridiction militaire, etc., etc. ?

Nous n'en savons rien. Les faits que nous venons de vous mettre sous les yeux révèlent l'application de la même méthode que celle que nous avions retrouvée sur les pièces du ministère de la guerre. On peut supposer qu'il avait essayé de parer aux dangers, qui pouvaient résulter pour lui de la découverte à domicile des mots superposables au bordereau, en cachant ces nouveaux mots en une lettre portant la signature de son frère. Il est certain que, sans les hasards de l'instruction qui m'ont conduit jusqu'au buvard, jamais il ne serait venu à l'idée d'un expert en écritures de chercher des éléments de comparaison dans une lettre signée du frère de l'accusé.

Conclusion : La présence à domicile de la pièce authentique contenant les déguisements et des mots superposables à la fois au bordereau et au canevas graphique, est un fait de même ordre que le truquage des pièces autographes du ministère. Combiné avec ce dernier, il constitue non plus une simple présomption de culpabilité, mais une preuve.

Quelle autre personne que Dreyfus aurait pu préparer la superposition de mots à la fois et au ministère et à son domicile ?

SÉANCE DU 4 FÉVRIER 1899

Des deux côtés, nous retrouvons l'application du même procédé, au ministère et à domicile. C'est l'imitation (sic) de deux chaînes du gabarit qui produit les effets du calque au crayon déposé de 1^{er} 25. Ce n'est là qu'une apparence pour faire croire à un travail gigantesque. En vérité, c'est le hasard qui semble décider si les mots non redoublés suivront la trame pointillée ou la trame hachurée du gabarit.

Les mots redoublés paraissent, au contraire, suivre le gabarit beaucoup plus fidèlement, pour assurer les surmoulages que nous avons constatés au début. En effet, la méthode d'écriture sur gabarit n'aurait pas permis au scribeur d'atteindre une superposition suffisamment exacte pour imposer la certitude du calque par les moyens ordinaires. Le prétendu transfert d'un calque au crayon, avant le repassage à l'encre intervenait à point, pour expliquer les légères divergences de superposition inhérentes au procédé gabarit. Enfin et surtout, le procédé adopté lui assurait la possibilité de masquer ou démasquer le calque, suivant l'occurrence.

Quant au danger de laisser apercevoir le calque intempestivement, il est montré par la situation de la défense en 1894, qui a dédaigné de profiter de la partie de ma thèse relative à la confection artificielle du bordereau; étant donné que ce document arrivait par une origine inconnue, il lui a semblé préférable de plaider la différence de scripteurs, plutôt que de s'armer de la démonstration géométrique de confection artificielle que je présentais, mais il n'en a pas été ainsi, au début de l'enquête, alors que l'accusé ignorait les charges exactes qui pesaient sur lui. Nous lisons, en effet, dans l'acte d'accusation du commandant d'Ormescheville : « La lettre incriminée est l'œuvre d'un faussaire, aurait-il dit; on a cherché à imiter mon écriture; cette missive a pu être établie à l'aide de fragments d'écriture collés avec soin, puis réunis pour former un tout qui serait cette lettre. »

J'en arrive aux raisons qui m'ont fait choisir le mot *intérêt* comme mot clef: sa découverte est une conséquence et une généralisation logique de la superposition signalée précédemment d'adresse sur *intéresse*. Ayant été amené dans les investigations du bordereau en lui-même à superposer le mot *adresse* sur le mot *intéresse*, j'avais été frappé de certaine analogie d'espacement de lettres et de courbes; aussi après avoir découvert la matrice graphique d'*intéresse* et d'*intéressant* sur la lettre du buvard, je fus amené par voie de conséquence à superposer au même mot *intérêt* du buvard, les deux mots *adresse* du bordereau.

La similitude du tracé obtenu me paraissait dépasser ce que le hasard peut offrir dans ce genre d'observation; j'étais donc cette recherche de superposition à tous les mots du bordereau. Les coïncidences furent si nombreuses que je me décidai à passer un examen spécial du mot *intérêt*.

Quand nous étudions le mot par superposition et glissement, nous constatons une égalité de la pulsation des lettres; remarquons que cette pulsation (ou espacement des lettres) est une condition indispensable pour l'imitation du gabarit et les transferts de calque au crayon, qui doivent en résulter. Si, quant à l'étude de l'écartement des lettres et des courbes, nous passons à la mensuration du mot, dans le sens principalement horizontal et vertical, nous sommes amenés à faire une constatation absolument stupéfiante, à savoir que ce mot semble avoir été écrit sur un réseau distant de 1^{er} 25, c'est-à-dire précisément de la longueur de l'hexagone sur la carte d'état-major. Or, cette distance est donnée exactement par la graduation spéciale appelée *kutsch*, qui se trouve sur le bureau de tous les officiers d'état-major.

L'observation que le mot *intérêt* a été écrit sur un réseau *kutsch* nous amène à le mesurer au moyen d'un sou. L'équivalence du sou avec le kilomètre graphique de la carte au 1/80,000 est un fait bien connu, enseigné dans toutes les écoles de topographie réglementaires et que l'Almanach Hachette popularise, chaque année, sur sa couverture.

Le fait que le mot *intérêt*, enchaîné, mesure juste le rayon de la pièce de cinq centimes, est un fait bizarre que le hasard peut expliquer. Il est curieux de remarquer que nous retrouvons encore ici la longueur de 12^{mm} 5; mais que cette longueur de 12^{mm} 5 se retrouve exactement un nombre juste de fois dans la longueur de la barre du 4, dans la longueur de l'accent aigu, dans la hauteur du 1 final, etc., etc. Voilà un fait absolument anormal.

Je défie qui que ce soit de récrire ce mot en écriture courante, dût-il recommencer 1,000, 10,000 fois la tentative, et de reproduire exactement les dimensions rigoureuses qu'il représente.

Or, ce mot, impossible à récrire naturellement, je m'offre à le reproduire sous les yeux de la Cour, dans l'espace de moins d'une heure, avec une précision presque équivalente, sans autre instrument qu'un sou et un crayon, et je devrais ajouter une loupe à pied: la vérité, c'est que ce mot n'a pu être obtenu avec cette précision qu'en se servant d'une loupe.

Une des observations les plus importantes à faire sur les deux épreuves (grandeur nature et agrandissement de 16) que je vous distribue, c'est le rôle qu'y joue l'épaisseur du trait. Le trait a sur le dossier une épaisseur précisément égale au quart de *kutsch* (ou 0^{mm} 31, et il faut tenir compte de cette épaisseur de trait pour le repérage du quadrillé contre les arcs de cercle décrits par le sou. Il est facile de constater que l'épaisseur d'un quart de *kutsch* correspond, à très peu de chose près, à l'agrandissement que subit un cercle que l'on décrirait au moyen d'une pièce de 5 centimes.

Une autre observation que me suggère l'épure précédente se repère à ce fait: elle nous fournit les moyens de repérer le mot *intérêt* tel qu'il nous apparaît sur la lettre du buvard, avec l'inclinaison de 1 sur 9 et la distance réticulaire de notre gabarit. On trouvera le détail de la construction géométrique sur la figure que je joins à ma disposition.

Le fait que l'épure du sou nous fournit les repères nécessaires pour obtenir l'inclinaison géométriquement exacte de 1 sur 9 constitue, en lui-même, une coïncidence anormale; mais que cette coïncidence se combine avec ce fait que la même épure nous fournit sur la lettre du buvard l'origine des réticules, voici une autre coïncidence bien plus curieuse encore, et qui ne saurait être attribuable au hasard.

En fait, le mot *intérêt* tel qu'il figure sur la lettre du buvard se trouve placé dans les conditions les meilleures pour confectionner un gabarit semblable à celui que nous vous avons présenté. Remarquons à cette occasion, que le repérage des mots du bordereau doit être évolutif comme il l'est sur l'épure du sou, sur une parallèle à la ligne de l'écriture, menée à un *kutsch* au-dessous, comme sur le gabarit, ce qui est en même temps conforme à l'hypothèse fallacieuse d'un document confectionné au moyen de mots mis bout à bout. En effet, il serait indispensable, en découpant ainsi des mots, de laisser en dessous de chacun un léger blanc. En fait, le gabarit dont nous nous sommes servi s'embouteilleusement entre le tracé des obligations et celui de l'épure du sou. Il en résulte un moyen facile, pour construire, et au besoin pour contrôler le gabarit.

En conséquence, le gabarit peut passer pour une application particulière du procédé topographique.

Une des dimensions qui m'ont servi dans la confection du gabarit pourrait être contestée. C'est celle relative à la dimension du pointeau ou accent circulaire; l'agrandissement à 40 diamètres que je vous mets sous les yeux vous montre que cette dimension est bien celle offerte par le mot *intérêt* sur la lettre du buvard; à un autre point de vue, on peut retrouver dans tous les procédés que je viens de vous indiquer la précision qui préside aux travaux topographiques, la mensuration d'une base géodésique, par exemple, où la précision est poussée à une minutie extraordinaire; les travaux quotidiens des officiers d'état-major (réductions et agrandissements de cartes au moyen de quadrillages), familiarisant l'esprit et la main à des minuties qui paraissent extraordinaires à tout autre esprit; les épaisseurs de traits acquiescent dans ces travaux une importance considérable. Personnellement, Dreyfus avait une habileté dans le dessin peu ordinaire: je mets sous vos yeux des dessins exécutés par lui par désœuvrement, durant sa captivité, qui peuvent servir d'exemple.

Conclusion: La construction artificielle et *kutsch* du mot-clef *intérêt*, ainsi que son intercalation dans la lettre du buvard saisie à domicile, constitue une nouvelle preuve, toute spéciale, de culpabilité.

Résumé: Cette thèse, dans son ensemble, concilie les divers avis graphologiques, qui semblent, au premier abord, des plus contradictoires. J'ai assisté, par exemple, à des discussions sur la question de savoir si les mots *une note sur* qui se répètent quatre fois sur le bordereau, étaient calqués ou non calqués. On peut soutenir avec égale raison qu'ils sont calqués, parce qu'ils ont été écrits sur du papier pelure en regardant un tracé sous-jacent (le gabarit), ou encore qu'ils sont écrits à main courante puisque le gabarit n'offre nulle part une *note sur*. Les experts qui ont déclaré le bordereau écrit à main courante étaient donc pour une part dans la vérité; mais ceux qui ont aperçu à travers les mots *une note sur*, une corrélation de forme et d'emplacement plus grande qu'à l'ordinaire et qui les ont déclarés calqués, ont peut-être serré la vérité de plus près; en réalité, le bordereau n'est ni calqué ni à main courante, tout en étant les deux à la fois, c'est une invention personnelle à Dreyfus. Son triple objet serait:

1^{er} De corroborer ses dénégations pour le cas de retour sans certificat d'origine (cas actuel), en invoquant les divergences graphiques de détail et le changement dans l'aspect général de l'écriture résultant du gabarit;

2^o De prouver (fallacieusement) une conjonction de la part de ses collègues pour le cas de saisie sur lui-même (ou en un ensemble de circonstances équivalentes), en mettant en avant l'hypothèse d'un document forgé dans le genre du testament Laboussière;

3^o De dévoiler une machination (2^e) basée sur l'imitation (et si besoin de calque) de l'écriture de son frère, pour le cas de saisie à domicile, où les allégations précédentes n'auraient pu être valablement produites.

A chacune de ces allégations correspond un ensemble de pseudo-preuves qui, considérées isolément et réunies, suffiraient, par leur préparation même, pour en dénoncer l'auteur:

1^{er} L'écriture de son frère (et quelque peu celle d'un autre membre de sa famille) nous fournit les originaux de toutes les formes de lettres signalées aux experts du bordereau comme des divergences graphiques. D'autre part, nous découvrons:

2^o au ministère, et 3^o à domicile, les groupes de mots superposables que nous avons présentés.

Enfin, comme le moule de plâtre est

*Sans nouvelles m'indiquant que vous
desiray me voir, je vous envoie cependant
des épreuves que j'ai conçues et interprétées.*

*1^{re} une note au 1^{er} pour hydrogène
du 120 et le manuscrit d'hydrogène
interprété.*

*2^o une note sur le troupe de arpentement.
(quelques modifications avant approbation par
la commission plan.)*

*3^o une note sur une modification aux
formations de l'entaille.*

4^o une note ultérieure à Madagascar.

*5^o La copie de manuscrit de 1894.
L'entaille de 1894, 1895, 1896, 1897, 1898, 1899.*

*Le dernier document: L'extrême
difficulté de la présence de je ne puis
d'associer à ma disposition que 1894 pour
de je ne puis. Le ministère de la guerre
en a envoyé un nombre fixe dans
les corps et ces corps en sont responsables.
Chaque officier détenteur doit
remettre la sienne après le manuscrit.*

*Si dans une copie y prendra
qui vous indique et l'entaille
à ma disposition après, p. 1894
prendra. A moins que vous ne
voyiez que je ne fais copie
en entaille et ne vous en adresse
la copie.*

Je m'attache à manuscrits

retrouvé au domicile du faux-monnayeur, nous retrouvons chez lui, dans son buvard, toujours à la portée de sa main, le mot-clef confectionné artificiellement, en prenant pour base les mesures en usage dans la topographie militaire (1/80,000), en vue de servir de guide sous-jacent à son écriture de sûreté, et sur lequel le bordereau entier se moule admirablement, réticules sur réticules.

Les propos inconsidérés et, en apparence, contradictoires tenus par A. Dreyfus au début de l'instruction judiciaire, cadrent avec les constatations matérielles indiscutables que nous vous avons mises sous les yeux. (Rapport d'Ormescheville.) Il ne pouvait raisonnablement aller plus loin dans la voie des indications que de dénoncer.

La thèse que je viens de vous exposer est une démonstration et non une de ces appréciations artistiques ou personnelles, et toujours aléatoires, d'expert en écriture. J'en suis l'auteur et, par suite, non qualifié pour la juger. Ce dont je peux répondre, c'est de l'exactitude des faits, et, en particulier, des mesures: ce que je puis affirmer, c'est que considérés dans leur ensemble ces faits ne sauraient être expliqués par le hasard; j'ai la conviction que mon avis sera partagé par toutes les personnes familiarisées avec les travaux pratiques de la topographie, qui pourraient être appelées à contrôler ces observations.

C'est à vous, messieurs, d'apprécier s'il est possible qu'une autre hypothèse que celle de la culpabilité d'A. Dreyfus puisse s'adapter jamais.

Sur interpellation:

Le schéma est une figure d'enseignement qui représente les relations et non la forme des choses. Au cours de mes recherches sur le bordereau je fus amené à me servir de cette méthode de travail pour cataloguer les faits à mesure qu'ils se présentaient à moi. Appelé devant le Conseil de guerre, j'eus l'idée, quarante-huit heures avant l'ouverture des débats, de faire reproduire l'ensemble des observations que j'ai ainsi réunies et groupées sous la forme d'un triangle et d'un redan (2).

Lorsque, la veille du jour de ma déposition, on me présenta la photographie que j'avais faite, je fus quelque peu gêné d'y voir fidèlement reproduites les expressions mnémotechniques que j'avais mises pour moi-même. Je donnai l'ordre de les effacer. Par un malentendu de la dernière heure, on en effaça d'autres que celles que je désirais voir disparaître. Je ne m'en préoccupai pas autrement, et lorsque je présentai le dessin au Conseil, je priai ces messieurs de ne pas s'attacher aux expressions métaphoriques, mais de ne considérer dans ce plan que sa forme triangulaire, qui avait pour but de représenter aux yeux la théorie du double, puis du triple danger, suivant les conditions de la découverte de la trahison, ainsi que je vous l'ai expliqué.

Depuis, ayant remarqué que cette forme d'explications n'avait pas été comprise, je l'ai abandonnée.

Question posée par un conseiller. — Vous avez assisté à la séance du Conseil de guerre de 1894, où vous avez déposé en qualité de témoin? Quelle était l'attitude de Dreyfus?

M. Bertillon. — Pour comprendre les renseignements que je vais vous donner, il faut connaître cette circonstance peu ordinaire que la défense, comme l'accusation d'ailleurs, ignorait au moment de ma déposition ce que j'allais dire; en effet, la base de ma conviction judiciaire (non pas de police) reposait, vous ai-je dit, sur l'interprétation de la lettre dite du buvard, que je n'avais mise au jour et réussi à interpréter que peu de jours avant l'audience.

Aussi, aucuns rapports verbaux ou écrits n'avaient pu être établis par moi sur ce complément de mes recherches.

Au début de ma déposition, je remarquai que l'accusé était très maître de lui. Ayant fait allusion à l'angoisse qui peut étreindre le cœur d'un homme qui se rend complice d'une erreur judiciaire, l'accusé me regarda narquoisement et me dit:

— Ces angoisses, monsieur, vous n'y échapperez pas, soyez-en sûr.

Quelques instants après j'annonçai, conformément au rapport écrit de la première heure, et insuffisamment justifié, que le bordereau était forgé, et, ajoutai-je, la preuve de cette confection artificielle, je vais vous la donner; elle m'a été révélée par le petit instrument dont je me sers journellement. En disant ces mots, je sortis de ma poche le décimètre et montrai comment il m'avait conduit à griller le bordereau par demi-centimètres, sur lesquels tous les mots redoublés se repéraient semblablement.

Au mot de grille, la figure de l'accusé se contracta; il se renversa en arrière, saisissant la table de ses mains, et murmura, d'une voix distincte pourtant, qui fut entendue par d'autres que par moi: « Oh! le misérable! »

Cette exclamation, prononcée à l'occasion d'une remarque (la forgerie du bordereau) qui aurait dû le remplir d'espoir s'il avait été innocent, me trouva étonné; elle frappa mes voisins, et le mot fut répété, d'une source étrangère, plus de deux ans après. On y ajouta même ce détail: « Oh! misérable! tu m'as donc vu écrire! » En réalité, cette dernière phrase se réfère à la question que l'accusé pria le président de m'adresser à la fin de sa déposition: « Que le témoin, dit-il, veuille bien jurer qu'il m'a vu écrire le bordereau. » Cette demande ne me fut pas transmise, mais me frappa d'autant plus que j'avais, d'avance, annoncé aux commissaires que je servais d'auxiliaire dans mes recherches que j'amenais Dreyfus à me faire cette question. J'étais tellement sûr d'avoir reconstitué, en grande partie, la façon dont il s'y prenait pour composer son document, qu'il me semblait qu'il pourrait laisser échapper cette demande.

J'ai remarqué également, durant tout le cours de ma déposition, qu'après son exclamation: « Oh! le misérable! » il ne chercha pas une seule fois à contrôler, à

s'assurer ou même à comprendre les observations que je présentais. Quand je signalai, par exemple, la présence d'une petite encoche sur le bord droit du papier comme indice de confection artificielle, tandis que les juges, le défenseur, le ministre public se penchaient sur le bordereau pour en constater la présence (qui avait échappé aux experts qui m'avaient précédé) Dreyfus restait figé dans son immobilité, qu'il semblait s'être imposée depuis sa première exclamation.

Pourtant l'angoisse qu'il éprouva lorsque je superposai, sous les yeux du Conseil, différents mots du bordereau sur le mot *intérêt* était manifeste. Je l'ai constatée, et d'autres témoins m'en ont également parlé.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : BERTILLON.

Déposition de M. Teyssonnières

SÉANCE DU 18 JANVIER 1899

Le président. — Vous avez été expert, en 1894, au début du procès Dreyfus. Vous avez conclu que l'écriture de la pièce incriminée émanait de la même main qui avait tracé l'écriture des pièces n^{os} 2 à 30. Persistez-vous dans ces conclusions?

M. Teyssonnières. — Je persiste dans mes conclusions et m'en réfère entièrement au rapport que j'ai dressé le 29 octobre 1894.

Demande par un conseiller. — L'examen que vous avez fait du bordereau avec les pièces de comparaison de l'écriture d'Esterhazy a-t-il modifié votre opinion, et, dans le cas de la négative, veuillez nous faire connaître les motifs qui vous feraient persister dans l'avis de votre rapport?

M. Teyssonnières. — M. Trarieux, le 19 juin 1897, m'invita à aller voir M. Scheurer-Kestner. Le 20 juin, je me rendis chez ce dernier. Le 21 juin, M. Scheurer-Kestner m'envoya un mot de remerciement. Le 9 juillet, M. Scheurer-Kestner m'invita, alors, lui personnellement, à aller le voir; le 10 juillet, je me rendis chez lui, et c'est dans cette visite qu'il me montra une lettre dont je ne vis pas la signature, et qu'il m'indiqua, dans la conversation, comme étant d'Esterhazy.

En examinant tout à l'heure les écritures d'Esterhazy, j'y ai rencontré plusieurs lettres ayant certaines ressemblances avec les pareilles lettres du bordereau. Ceci n'a pas changé ma conviction première, attendu que, dans l'écriture d'Esterhazy, les lignes sont droites et sans aucunes ondulations convexes ni concaves. L'inclinaison de l'écriture d'Esterhazy est de beaucoup plus grande que celle du bordereau, l'ensemble du graphisme n'est plus le même que celui du bordereau; voilà pour l'ensemble.

Quant aux détails, j'ai trouvé dans l'écriture d'Esterhazy plusieurs fois le mot *officier*, qui n'a pas du tout cette particularité, remarquable dans le bordereau, à savoir: l'absence de la lettre *i*, remplacée par une forme *d* qui signifie *ie*; j'ai rencontré aussi le mot *manœuvre*, qui n'a pas, dans son final surtout, la même forme que le final *œuvre* du bordereau; d'ailleurs, cette partie *œuvre*, que j'ai calquée sur gelatine, tomba exactement sur la partie *œuvre* d'une des pièces de comparaison.

Dans mon rapport, j'ai indiqué une trentaine de mots identiques dans le bordereau comme dans les pièces de comparaison. Ces mots sont: *prendre, ce, corps, par, nouvelles, artillerie, modification*. N'ayant pas trouvé de similitudes pareilles dans l'écriture d'Esterhazy, je maintiens donc les conclusions de mon rapport.

J'ai trouvé le double *s*, dans l'écriture d'Esterhazy, dans le même genre que celle du bordereau; j'ai constaté cette double *s*.

D'ailleurs, la lettre *N* 20, du 2 décembre 1893, donne à elle seule toutes les similitudes, à la 7^e ligne, le mot *promesse*, à la ligne 16 le mot *ce* (C majuscule) ainsi que d'autres similitudes qui se rapprochent moins.

Demande par un conseiller. — Le témoin a-t-il eu l'occasion de constater que, dans tous les documents émanant d'Esterhazy, aucun des aînées successifs ne commence par le retrait, qui est une habitude presque générale; tandis que, dans la correspondance de Dreyfus, ce retrait se retrouve presque toujours?

N'a-t-il pas remarqué, d'autre part, que, dans le bordereau, tous les aînées commencent au début de la ligne, comme dans les documents qui émanent d'Esterhazy?

M. Teyssonnières. — Le peu de temps que nous avons eu pour examiner les lettres d'Esterhazy ne m'a pas permis de porter mon attention sur ce point.

Demande d'un conseiller. — L'attention du témoin s'est-elle portée sur la similitude qui existe entre le papier sur lequel est écrit le bordereau et le papier sur lequel est écrite une lettre d'Esterhazy portant la date du 17 août 1894?

M. Teyssonnières. — Ce papier, d'après l'examen superficiel que j'ai fait, m'a paru pareil.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : TEYSSONNIÈRES.

Déposition de M. Charavay

SÉANCE DU 18 JANVIER 1899

Le président. — Vous avez été expert, en octobre 1894, dans le procès pour trahison engagé contre Dreyfus. Les conclusions de votre rapport du 29 octobre portaient que la pièce incriminée, c'est-à-dire le bordereau, était de la même main que les pièces de comparaison n^{os} 2 à 30 (c'est-à-dire émanant de Dreyfus). Persistez-vous dans les conclusions de votre rapport?

M. Charavay. — En 1894, j'ai été commis avec deux de mes collègues, mais par une ordonnance spéciale de M. le Préfet de police, pour examiner une pièce dite *borderneau* et des pièces de comparaison. J'ai prétsenté, en même temps que mes collègues, devant le Préfet de police, le nous a été remis, comme pièces de comparaison, un certain nombre de pièces ne portant pas de signature et d'écritures diverses; j'ai d'abord examiné les diverses écritures de comparaison pour déterminer laquelle de ces écritures se

rapportait le plus à l'écriture du document incriminé.

J'ai remarqué une écriture qui, avait un certain nombre d'analogies; j'ai écarté celles qui ne m'ont pas paru ressembler, après examen, et il a été fourni alors de cette écriture un certain nombre de spécimens. Le nom de l'auteur de ces documents ne m'a pas été fourni.

J'ai demandé si le document en question pouvait être considéré comme un document sérieux; et il m'a été répondu que l'endroit d'où il provenait, et qu'on ne pouvait pas me faire connaître, ne pouvait laisser aucun doute sur la valeur du document. Je fais cette observation, parce qu'elle explique la genèse de mon opinion, car je n'ai pas pu considérer qu'un document de telle nature ne fût pas empreint d'une certaine dissimulation dans le graphisme. J'ai donc attribué les différences, que j'ai eu soin de relever et de consigner dans mon rapport, à la dissimulation.

Étant donné qu'actuellement une écriture qui ne m'a pas été produite en 1894 et qui a une parenté avec l'écriture du bordereau et avec celle de Dreyfus m'a été présentée, je ne peux pas maintenir dans les mêmes termes les conclusions de mon rapport, et je ne puis actuellement dire qu'une chose, c'est qu'il y a deux écritures se rapportant à celle du bordereau.

Je ferai toutefois remarquer qu'une des dissimulations typiques relevées par moi entre l'écriture du bordereau et celle des pièces de comparaison (le double *s*) n'existe pas entre le bordereau et la nouvelle écriture. Autrement dit, le double *s* se retrouve dans l'écriture d'Esterhazy qui vient de m'être communiquée.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : CHARAVAY.

Déposition de M. Pelletier

SÉANCE DU 18 JANVIER 1899

Le président. — Vous avez été expert dans l'affaire Dreyfus en 1894 et vous avez conclu à la non similitude de l'écriture du bordereau et de celle de l'inculpé. Persistez-vous dans les conclusions de votre rapport du 25 octobre 1894?

M. Pelletier. — Je maintiens mes conclusions d'octobre 1894, et à la suite du nouvel examen de comparaison émanant du commandant Esterhazy et du capitaine Dreyfus, je crois devoir être plus affirmatif, c'est-à-dire déclarer que certainement le bordereau ne peut pas être attribué à Dreyfus.

Sur l'examen superficiel que je viens de faire, j'estime qu'il est l'œuvre du commandant Esterhazy.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : PELLETIER.

1^{re} déposition de M. Gobert

expert à la Banque de France

SÉANCE DU 17 DÉCEMBRE 1898

Le président. — Dès la découverte du bordereau, vous avez été appelé au ministère de la guerre pour en faire la vérification. Vous avez donné, quelques jours après, vos conclusions. Le caractère de votre intervention ayant été l'objet de certaines critiques, je vous prie de nous dire dans quelles conditions vous avez été appelé, et quels ont été les incidents qui ont marqué votre travail.

M. Gobert. — C'est en qualité d'expert-conseil que j'ai été consulté par le ministre de la guerre, avant l'arrestation de Dreyfus, sur le point de savoir si le bordereau pouvait émaner de l'officier soupçonné.

Les pièces m'ont été remises par le général Gonse, d'accord avec M. le ministre et le général de Boisdeffre, et j'ai emporté chez moi, à mon domicile, tous les documents qui m'étaient communiqués.

Lors de cette remise, à la vue du bordereau, je m'écriai:

— Monsieur le général, vous devez être en présence d'une fausseté, car l'écriture me semble très naturelle et je n'admets pas qu'une communication de ce genre pût être faite dans ces conditions. La lettre anonyme ressemble terriblement aux papiers Norton.

Le général me rassura en me disant que les conditions dans lesquelles ce document était arrivé au ministère ne permettaient pas d'admettre semblable hypothèse.

J'ai également fait remarquer au général que l'écriture de la lettre anonyme était régulière, homogène, très normale; que c'était l'indice d'un graphisme non étudié; je fis également ressortir le caractère très marqué d'illibilité du document en question.

J'emportai les pièces à mon domicile personnel, et fis immédiatement et avec une très grande rapidité la vérification qui m'avait été demandée. J'y employai toute la journée du 12, un vendredi, de façon à reporter les pièces le lendemain matin samedi, 13 octobre, ainsi que je l'avais promis au général Gonse.

Quant à mes conclusions, elles ont été consignées dans ma lettre à M. le ministre de la guerre le 13 octobre 1894.

Mes conclusions se sont trouvées, dans mon esprit, absolument confirmées par les faits et incidents relatifs à l'affaire Dreyfus, surtout à la suite de la vérification graphique que j'ai faite, pour mon compte particulier et personnel, après la dénonciation de M. Mathieu Dreyfus visant Esterhazy.

Pour mon compte, c'est une conviction formelle: le bordereau est l'œuvre d'Esterhazy.

Lors de la remise des pièces dans le cabinet même du général Gonse, sont entrés MM. les colonels Fabre, Sandherr, le commandant Henry, d'autres officiers encore; tous ces messieurs étaient absolument d'accord avec le bordereau était de l'écriture de Dreyfus, et que la vérification, dans ce sens, devait être facile. En apportant mes conclusions au général Gonse, je fus reçu par lui avec une parfaite courtoisie, et bien que mes conclusions ne répondissent pas à l'idée de l'état-major, le général ne fit aucune remarque.

(A demain la suite de la déposition de M. Gobert.)

Le Gérant responsable : A. BOREL.

Paris. — D. CASSIGNOL, imprimeur, 26, rue Drouot.
(Imprimerie du Figaro). — Encre LEBLANC.
Imprimé sur les nouvelles machines rotatives à six pages de MARINONI.